

INTRODUCTION

Les « printemps arabes » sont loin d’avoir dit leur dernier mot, mais ils ont depuis longtemps rempli les bacs des libraires. Entre les mémoires, témoignages, reportages, essais, analyses qui s’efforcent de donner une direction – unique de préférence - à ce maelström charriant le pire et le meilleur, le lecteur n’a que l’embarras du choix. Il y a des exceptions, mais ce parti pris, qui consiste à réorienter dans le sens supposé de l’Histoire un mouvement confus et hétérogène interdit probablement toute vision objective. Les politologues occidentaux qui récemment encore ricanaient sur le concept même de monde arabe l’utilisent désormais, sans broncher, comme un passe-partout permettant de pénétrer - sans se perdre, croient-ils - dans le labyrinthe des événements qui déstabilisent le vaste espace rassemblant, de l’Atlantique au Moyen-Orient, plusieurs centaines de millions de personnes... Sans parler de leur impact sur le milliard et demi de croyants que compte l’univers musulman. Qui plus est, la plupart des commentateurs et analystes ont choisi une approche réductrice, s’appliquant à voir dans cette tempête – avant tout et surtout - une révolution spontanée dont l’objectif serait d’amener, par une lutte à mains nues contre des tyrans sanguinaires, une démocratie à l’occidentale. Rarissimes sont ceux qui sourcillent, ne serait-ce qu’un instant, devant le cocktail étrange, élaboré sous nos yeux ébahis, qui sert de carburant à l’entreprise explosive et ravageuse qu’ils n’hésitent pas à appeler « le printemps arabe ». Une appellation plutôt usurpée pour une saison sinistre n’ayant guère d’arabe, à part le nom, qu’une vague façade en carton-pâte derrière laquelle se tapissent un fanatisme islamiste de

la pire espèce, des pompes-à-finances wahhabites inépuisables, des soutiens obscurantistes tous azimuts, un néo-ottomanisme à l'ambition débridée, sans compter – et ce n'est pas le moindre des ingrédients du mélange – un retour de printemps de l'Empire Atlantique, soudain chahuté par l'Histoire et saisi de nostalgie post-coloniale.

Nos « grandes démocraties », utilisons l'expression pour parodier les « chiens de garde médiatiques » de Serge Halimi, offrent un piètre spectacle et l'image la plus laide qui soit de l'Occident. Malgré tous les efforts déployés pour donner une teinture de vertu à leurs vicieux desseins en bassinant la planète de leçons de morale, les pays qui ont tenté d'accaparer à leur profit la parole et la représentation de la « communauté internationale » auront démontré une fois de plus, à l'occasion de ces saisons tragiques, la nature factice des valeurs auxquelles ils se réfèrent. Il n'est donc pas étonnant qu'ils s'entendent comme larrons en foire avec les monarchies wahhabites qui ont kidnappé la Ligue Arabe à la faveur des événements ou avec les régimes qui se drapent d'islam pour mieux le prendre en otage.

À quel moment exact s'est ébauché ce partenariat qui est au fond dans la nature des choses ? Hiver 2010, printemps 2011, ou bien avant ? Toujours est-il que l'Axe du Bien déploie ses agents spéciaux, ses commandos, ses drones vers les champs du conflit, et que les rivages de Syrte, les confins du sandjak d'Alexandrette, les parages du Golan syrien, les hôtels cairotes, les venelles de Deraa ont quelque chose de Vienne dans « Le troisième homme ». Les batteurs d'estrade se lâchent avec un zèle décomplexé dans des élans messianiques qui sonnent faux comme un harmonium d'église désaffectée. D'élégants ministres en oublient les pudeurs du langage diplomatique, des dirigeants « normaux » prêchent ouvertement le non-respect des normes internationales, les diplomates des pays qui croient « donner le ton » ne cherchent même plus à finasser : la diplomatie est devenue affaire d'insultes, de provocations et de mensonges grossiers, proférés au nom des droits de l'homme, de la démocratie, de la compassion humanitaire... On n'hésite plus à dire d'un chef d'État « *qu'il ne mériterait pas d'être sur terre* », à se demander si on ne va pas réussir à trouver quelqu'un pour le liquider. On croit même faire preuve d'humour et de noble détermination quand on évoque l'après-Bachar, lorsque celui-ci « *sera*

à La Haye (c'est-à-dire à la Cour Pénale Internationale), à Moscou ou à six pieds sous terre ». Lorsque le massacre – pour ne pas dire plus - d'un chef d'État en exercice est filmé en direct par les caméras de la télévision et qualifié par une ministre ricanante d'événement « heureux pour l'humanité », il n'y a plus de raison de châtier son langage ou même de conserver un semblant de vernis sociomondain. Après tout, on a bien le droit de se distraire – à condition de parler en pesant ses mots - lorsqu'on s'épuise à élaborer des feuilles de route pour l'avenir de ces pays barbares, ou à composer les gouvernements qui les dirigeront vers la démocratie... quand reviendra le temps des cerises, une fois passé le temps des grenades et des bombardements humanitaires.

L'unité de cette tragédie baroque aux multiples acteurs réside - in fine et ab initio (si l'on ose faire parler latin cette frénésie de mille et une nuits) - dans la prétention de la « communauté internationale » à imposer contre vents et marées un remodelage du monde arabe et du monde arabo-musulman conforme aux plans d'un Empire en déclin et aux intérêts de sa tête de pont hébraïque en terre d'Orient. Un remodelage qui prend des allures de recolonisation.

L'arrogance sous toutes ses formes est insupportable. Il en va ainsi d'une certaine arrogance occidentale, qui procède d'un racisme imbécile, tranquille et sûr de soi, incrusté dans notre inconscient collectif tel que l'a façonné l'Histoire. C'est en effet en Europe, à la faveur de plusieurs siècles de « découverte », de partage, puis de colonisation du monde qu'a été cultivée et théorisée l'idée que « *les civilisations sont par essence inégales* » et que les valeurs de l'Occident ont vocation à devenir universelles, ce qui légitime le fait de les répandre à travers la planète en les imposant au besoin par la force. Dans les ex-métropoles impériales, en France par exemple, cette inégalité est servie comme une évidence, un constat de bon sens, par les incultes et les béotiens (pour en rester à l'euphémisme) juchés sur leur condescendance ou leur ignorance, mais il faut bien dire que la plupart des politiques, des intellectuels, des décideurs ou faiseurs d'opinion semblent trouver du bon à l'entreprise civilisatrice. S'ils sentent que l'ambiance s'y prête, ils n'hésiteront pas à glisser que son bilan est globalement positif, la colonisation sauvage, l'esclavage, les

massacres, le pillage généralisé étant de simples dégâts collatéraux. Il va sans dire que la rue (occidentale), le café du commerce (de Paname à Saint-Pierre-des-Echaubrognes), les salons « de la haute » du triangle Neuilly-Auteuil-Passy constituent autant de relais ou de caisses de résonance de ce racisme décomplexé du fameux « homme blanc » de grand-papa. D'aucuns croyaient mort ce héros vieillot en short et casque colonial, mais que nenni. Le voilà ressuscité, recyclé, relooké, en battle-dress et en pataugas, toujours imbu de son fardeau imaginaire et du modèle qu'il pense incarner. À en juger par les enthousiasmes de nos radios-trottoirs et par la vision de notre intelligentsia, il a toujours les réflexes de Jules Ferry et du Maréchal Bugeaud, et son potentiel de bonne conscience et de mauvaise foi est intact. Les « printemps arabes » lui ont redonné une nouvelle jeunesse, lui fournissant une occasion en or d'étaler son arrogance ordinaire.

On dira que le prisme choisi pour approcher ces « révolutions », à travers les manœuvres et les ambitions des puissances occidentales, contredit quelque peu la dénonciation esquissée ci-dessus de l'eurocentrisme banal, puisqu'il revient à donner aux politiques conduites à Washington, Londres, Paris ou Bruxelles et à l'opinion de la rue une place essentielle dans le décryptage du mouvement. Cette considération, pour justifiée qu'elle soit, n'est pas rédhitoire. En effet, les événements qui se déroulent sous nos yeux, ou du moins sur nos écrans, mettent en lumière l'ambiguïté et l'inconfort de l'hyperpuissance que doit gérer l'Occident face au monde réel de maintenant, entre rémanence et fin de règne. La suprématie sans partage acquise après avoir relevé avec succès, au siècle passé, le double et formidable défi idéologique du communisme et de la décolonisation est remise en question...

En mars 2011, lorsque les puissances occidentales – la France en avant-scène – surgissent aux côtés des révoltés de Libye comme des prédateurs aux aguets, outrepassant en un tournemain le mandat de protection arraché au Conseil de Sécurité pour en faire une opération de changement de régime, leur discours insolent paraît normal aux yeux de ce qui est encore « la communauté internationale ». Les choses vont se gâter quelques mois plus tard, lorsque les dirigeants et faiseurs d'opinion des « grandes démocraties » perdront tout sang-

froid devant la résistance opiniâtre que la Syrie oppose à l'agression islamo-djihadiste qu'ils arment et soutiennent : plus question d'habiller de diplomatie des propos rageurs inspirés par une folie furieuse. Rien de plus dangereux qu'un maître hégémonique en déclin, qui le sait ou le subodore, mais répugne à l'admettre. Ce que le monde est en train de vivre n'est pas seulement l'agonie d'un Empire atlantique plein de morgue et les derniers moments d'un grand siècle américain qui aura duré vingt ans tout au plus, c'est aussi et surtout le reflux de l'Occident, le début de la fin de sa domination semi-millénaire. S'agissant d'une perspective peut-être à court terme, il serait illusoire d'espérer que la métamorphose puisse se dérouler paisiblement. Or il se trouve que l'univers arabo-musulman, acteur éminent de l'Histoire de l'ancien monde depuis l'aurore de l'Islam, il y a de cela quatorze siècles, se retrouve une fois de plus – acteur et enjeu – au cœur de l'affrontement entre un Empire occidental qui a du mal à renoncer à une vocation universelle de son invention et le reste du monde, à visage post-communiste et/ou non-aligné. Le tourbillon des « printemps arabes » s'inscrit sans conteste dans ce bouleversement planétaire, puisque c'est à l'occasion des crises qu'il a engendrées que l'on a pu enregistrer des actes politiques symboliquement forts de la part des candidats au leadership d'un nouvel ordre multipolaire. Les événements, ceux d'Égypte, de Libye, de Syrie en particulier, avec leurs tenants et aboutissants, constituent à cet égard un tournant décisif dans la marche du monde.

C'est dans ce cadre de réflexion que s'inscrit ce modeste essai. Il ne prétend pas dire l'avenir des « révolutions » arabes, mais propose une grille de lecture diversifiée, intégrant les problématiques internes et externes, les approches politiques, socio-économiques et religieuses, les desseins des acteurs nationaux, arabes, musulmans, les visées stratégiques des puissances extérieures, celles de l'Occident, de l'Orient et de l'Est revisité. Les objectifs peuvent se résumer comme suit :

- Décrire succinctement les « révolutions » et, à la lumière d'un bilan initial, en réécrire la véritable histoire telle qu'elle se dévoile peu à peu.
- Décrypter les objectifs des protagonistes et des acteurs régionaux afin de découvrir derrière le « moi » des gesticulations et proclamations le « ça » des ambitions et des stratégies cachées.

- Démystifier les desseins, les arrière-pensées des dirigeants et des élites du bloc impérial en déclin, non seulement en relevant les contradictions incessantes entre la vertu de leur discours et la vilénie de leurs faits et gestes, mais surtout en démontrant la corrélation étroite entre les événements tels que l'actualité passée ou présente les enregistre et les objectifs affichés par les stratèges de l'Empire.
- Expliquer et interpréter l'unanimité des opinions publiques d'Europe et d'Amérique, concernant ce monde arabo-musulman qui symbolise pour l'Occident l'arc des crises ou le croissant des conflits par excellence.
- Replacer ces événements décisifs dans le cadre du grand basculement de l'ordre du monde qui s'ébauche sous nos yeux, cette révolution que nos élites, aveugles et sourdes, préfèrent ignorer, à moins qu'elles ne la perçoivent pas.

Comme tous les autres peuples, les Arabes (pris dans l'acception politique, culturelle et identitaire du terme) ont des aspirations démocratiques, terme universel dont le contenu réel varie suivant les latitudes. Pourtant, nos élites et nos experts, qui considèrent toute chose à travers un prisme biaisé, y voient systématiquement la quête d'une démocratie à l'occidentale, dans laquelle se décline toute la gamme des droits de l'individu : liberté de pensée, liberté d'expression, liberté de conscience, droit d'association, de réunion, et bien entendu le sacrosaint droit à la propriété individuelle. Et il est un fait que les citoyens des « grandes démocraties » ont fini par adhérer, faute d'alternative crédible, à la doxa du libéralisme – économie de marché et démocratie parlementaire - et par accepter comme allant de soi ce mariage du tigre (capitaliste) et de la gentille alouette (que l'on plume si aisément). Formatés par une pensée unique un rien totalitaire, il est rare qu'ils s'aventurent à remettre en question la nature et la portée des libertés individuelles dont ils jouissent. Toisés d'un regard dominateur et sûr de lui, les droits collectifs, sociaux ou politiques, y compris le droit de tout peuple à être respecté dans son identité et son originalité, sont perçus comme des concepts formels, en trompe-l'œil, ou encore comme des acquis allant de soi, alors que c'est loin d'être le cas. Pour les arabo-musulmans, qui ont vécu de longues colonisations et ont du mal à se dégager de la tutelle – y compris intellectuelle - des puissances impériales, les aspirations occidentalocompatibles ne constituent pas forcément des préoccupations primordiales et font souvent bon marché

de la soif de dignité nationale. Si les « révolutionnaires » autoproclamés étaient enracinés dans les réalités de leurs pays, réclameraient-ils avec tant de désinvolture l'intervention étrangère, quel qu'en soit le prétexte ?

Sur le terrain, et si l'on ignore les intervenants occidentaux qui grouillent dans les coulisses, les « révolutions » ou plutôt les contre-révolutions qu'elles ont engendrées sont désormais conduites pour l'essentiel par des militants et combattants se réclamant de Dieu, le Compatissant, le Miséricordieux. Elles sont marquées par des comportements, des exactions, des massacres qui semblent peu compatibles – c'est le moins que l'on puisse dire - avec le message d'espoir et de tolérance délivré par le Prophète. Le respect à l'égard de l'Islam, de la riche civilisation qu'il véhicule et des valeurs dont il est porteur pour un bon milliard et demi d'êtres humains ne saurait amener à relativiser les graves dérives – c'est un euphémisme – constatées. Condamnables elles sont et condamnées elles doivent être, sans hésitation et sans réserve aucune.

La légitimité historique de l'islamisme politique est-elle ébranlée ? Ostracisé et persécuté dans tant de pays arabes ou arabo-musulmans, marginalisé et raillé par l'Occident, utilisé par lui contre les Soviétiques ou les bolchevistes, avant d'être promu au rang d'ennemi public numéro un en tant que successeur du communisme, redevenu utile lorsqu'il s'agit de déstabiliser les régimes indociles, laïcs ou chiites notamment, ou de servir les intérêts obscurantistes ou impériaux, le mouvement islamiste mérite mieux que le rôle de factotum, d'agent double ou d'épouvantail qui lui est réservé par les instigateurs extérieurs des révoltes arabes. Cependant, qu'une légitimité soit indiscutable est une chose. Qu'on la brandisse à tort et à travers pour excuser les dérapages et atrocités en serait une autre, qui reviendrait à admettre implicitement que le pouvoir est une fin en soi et que cette fin justifie les moyens. Accepter ce principe équivaldrait à conférer un brevet bien discutable de révolution à l'aventure ambiguë vécue par le monde arabe.

En tout état de cause, les « printemps arabes », quels qu'en soient les fomentateurs, auront fourni aux mouvements islamistes sunnites du *mainstream*, convaincus d'avoir le vent en poupe, une occasion en or de prendre le pouvoir, en initiant le mouvement ou en le récupérant. Enhardis par les succès initiaux de cette stratégie opportuniste (en

Tunisie et en Égypte) et par la posture complice des Occidentaux, les « révolutionnaires », appuyés par les régimes islamistes de la région, auront créé le scoop en réclamant sans autre forme de procès l'intervention atlantique contre le régime de Kadhafi. Cette expérience réussie, sous couvert des Nations Unies et de la Ligue Arabe, inspirera aux ingénieurs le scénario de la bataille à venir, mais la tournure imprévue prise par la longue guerre de Syrie dérangera cette belle assurance révolutionnaire.

Les islamistes incontrôlables et les régimes théocratiques qui ont cherché à les contrôler en les portant à bout de bras réalisent-ils qu'ils ont fait un mauvais calcul en optant pour un passage en force ? Près de quatre ans après son éclosion, le mouvement pseudo-révolutionnaire est à bout de souffle et son crédit au troisième dessous. De leur côté, les impériaux, déconsidérés et démasqués, sont amenés à mettre un bémol à leurs ambitions, voire à leur arrogance. Leur leadership est ébranlé par l'ascension des puissances émergentes ou renaissantes. En tout état de cause, l'Histoire verra sûrement dans le cyclone arabe une étape décisive dans la grande mutation qui vient de s'amorcer en ce début de millénaire. Celle-ci va bien au-delà de la fin prématurée du grand siècle américain pour ainsi dire mort-né : la razzia de l'Occident sur la planète, vieille de cinq siècles, a son avenir derrière elle.

Certains lecteurs seront peut-être – sans doute ? – choqués par la tonalité de certaines parties de l'ouvrage, y voyant seulement un goût de la polémique peu diplomatique. L'assertion est futile, le terme même de « polémique » constituant l'un des arguments massue utilisés par la pensée unique pour défendre son pré-carré et étouffer dans l'œuf tout ce qui serait susceptible de remettre en question les fondements idéologiques et intellectuels de l'hégémonie impériale. L'histoire des deux décennies qui ont suivi la chute du Mur de Berlin est celle de la croisade menée par l'Amérique victorieuse du communisme afin d'asseoir définitivement sa domination sur le reste du monde, fasciné ou tétanisé. Au cœur de cette entreprise figure la lutte engagée au nom d'une « communauté internationale » portant le label occidental pour soumettre – c'est l'occasion ou jamais d'user de l'élégant jargon moderne – la « racaille » constituée d'États fragiles, en faillite ou déjà faillis, voyous, parias, rebelles, ou tout simplement résistants.